

10 juillet 1987 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Discours de M. François Mitterrand, Président de la République, lors de la VIIème conférence des Nations unies pour le commerce et le développement, sur la situation économique des pays du tiers monde et les orientations proposées par la France pour l'aide au développement, Genève, vendredi 10 juillet 1987.

Monsieur le président,

- Monsieur le secrétaire général de l'ONU,

- Mesdames,

- Messieurs,

- Etre l'un des seuls chefs d'Etat des pays dits industrialisés à s'exprimer devant cette conférence est un honneur dont je mesure la portée.

- Je sais qu'ont déjà été prononcées des allocutions et j'imagine qu'il en sera prononcé d'autres qui porteront à la réflexion, qui rassembleront les données de problèmes difficiles, qui inciteront l'humanité à resserrer les rangs pour tenter d'apporter des réponses aux problèmes posés. Je sais également que, parmi ces allocutions, l'intervention de M. le secrétaire général des Nations unies `Javier Perez de Cuellar` a particulièrement marqué les directions à prendre.

- Au moment en effet où s'aggrave la crise mondiale, où le chômage ne connaît pas ses limites, où la dette de nombreux pays atteint un niveau que l'on n'imaginait pas, aucun discours ne peut prétendre agir sur le réel, ne peut, dans l'immédiat, changer le cours des choses. Même si l'on peut douter de la volonté de la communauté internationale de saisir l'occasion de cette conférence pour lancer une offensive décisive contre le sous-développement, votre conférence cependant doit permettre d'accomplir des progrès substantiels pour les sujets traités, je veux dire pour le commerce et le développement. Et je vous vois ici devant moi, mesdames et messieurs, représentant les pays du monde ou qualifiés par vos propres choix, propres responsabilités : ce qui fait que l'on voit difficilement réunies, assemblées autant d'autorités à la fois politiques, diplomatiques et techniques capables d'embrasser l'ensemble des données. Mais il vous appartient, au-delà, de tenter de donner l'élan, de donner signification à une volonté politique trop souvent absente dans les relations notamment du Nord et du Sud qui au cours de ces dernières années ont connu plus d'échecs qu'il ne convenait et provoquent plus de déceptions qu'il n'est raisonnable. Pour comprendre ce qu'il convient de faire, que chacun d'entre nous apporte sa contribution : c'est de l'ensemble que l'on pourra tirer les conclusions utiles. Et tentons d'analyser l'histoire récente et la situation du monde qui est le nôtre. Tâchons de connaître les illusions du passé pour leur échapper à l'avenir.

En effet, mesdames et messieurs, qui n'a pas espéré au sortir de la deuxième guerre mondiale que nous serions capables d'assurer la paix grâce à l'Organisation des Nations unies ? et Dieu sait si j'en suis moi-même partisan, si je veux qu'elle soit encore mieux respectée, que l'ensemble des pays du monde qui participent, s'y rencontrent davantage. Cependant, la faute à qui ? ... il serait trop long sans doute de s'arrêter sur ce point... pas un jour, au cours de ces quarante

années, notre planète n'a été épargnée.

- Qui n'a pas espéré que les bienfaits de la science médicale, par exemple allègeraient le fardeau des endémies et permettraient à l'espèce humaine de s'épanouir ? Qu'est-ce qui a été prévu pour accueillir l'extraordinaire croissance de l'espèce humaine, aujourd'hui 5 milliards, demain 10 ? En bien des endroits l'admirable promesse se transforme en menace pour tous, pour l'environnement, pour l'approvisionnement alimentaire, pour l'équilibre politique. Faute d'avoir accompagné ces progrès, on sauve des vies que la faim frappera au détour des saisons.

- Qui n'a pas espéré que la croissance économique sans précédent, historique, que nous avons connue entraînerait les plus pauvres nations, peuples, individus irrésistiblement vers la prospérité ? Et pourtant les couches sociales toutes entières, sinon des continents, ont manqué jusqu'ici le rendez-vous du développement.

- Qui n'a pas espéré que les ouvrages, les machines, les technologies, les universités, les systèmes d'information du Nord iraient partout jusqu'aux endroits les plus reculés du Sud et parviendraient à accroître la capacité de ce dernier - le Sud - pour produire davantage, pour savoir, pour s'organiser, puisque telle est la situation du monde ? (mes propos ne visant à rien - le degré des cultures qui pour être différentes n'en sont pas moins aussi riches ici que là - si les moyens matériels restent très inégaux). Or, quarante ans et plus encore nous démontrent qu'à quelques exceptions près, le fossé technologique augmente au lieu de diminuer entre les plus développés et ceux qui le sont moins.

- Qui n'a pas espéré que seraient maîtrisées les variations erratiques des cours des matières premières ? Or, ces cours n'ont peut-être jamais été aussi faibles qu'aujourd'hui, au grand dommage des pays producteurs, sans bénéfices sensibles pour les consommateurs. Alors que les matières premières, vous le savez, représentent les 4/5ème des exportations du tiers monde, leurs prix réels ont connu une chute de 20 % entre 1984 et 1985, de 15 % en 1986, et sont tombés en 1987 au niveau le plus bas de l'après-guerre. Et les mécanismes compensatoires mis en place ne couvrent que 10 % de la perte subie.

- Qui n'a pas espéré qu'en favorisant le commerce international, on favoriserait du même coup davantage ceux qui ont plus que ceux qui ont moins ? Paradoxe supplémentaire, les mesures protectionnistes passives ou actives n'ont cessé de se renforcer, frappant les pays semi-industrialisés du Sud tout en jouant un rôle négatif pour l'ensemble de l'économie mondiale. \ Bref, au cours de ces cinq dernières années, pour m'en tenir là, les pays en voie de développement ont connu, à l'exception des pays asiatiques, une régression de leur produit par tête, et cette année le produit par tête de l'Afrique sub-saharienne - pour choisir un cas bien précis - sera inférieur de 13 % à ce qu'il était en 1980.

- Une telle régression a deux conséquences, que vous voyez tout aussitôt : les besoins essentiels des populations les plus pauvres sont de moins en moins bien couverts et les pays où elles vivent ne peuvent pas se développer, ne peuvent même pas développer leurs investissements productifs. Combien sont incapables de consacrer 10 % d'un produit national brut déjà très faible à leurs investissements productifs ! Ce chiffre est inférieur à 5 %, voire même négatif dans certains des pays les moins avancés ...

- Voilà une description que d'autres ont faite et que d'autres feront. Je ne prétends rien ajouter, surtout à ceux qui vivent l'expérience que je tente de décrire, mais je crois qu'il appartenait à un représentant des pays industrialisés de s'exprimer à son tour sans rien cacher de cette cruelle vérité, pour tenter avec vous, bien entendu, de rechercher les remèdes à ces maux. \ Car cette régression `des PVD` dont je viens de parler s'aggrave de trois façons à l'heure où je m'exprime.

- D'abord nous assistons à la rupture du lien qui a longtemps existé entre l'abondance des matières premières et le développement de l'industrie. Mis à part le secteur alimentaire, l'industrie des biens manufacturés tend à économiser ces matières. On fait de nos jours beaucoup plus d'objets avec beaucoup moins de produits primaires. Je ne dis pas cela pour m'en plaindre - telle est l'évolution des choses - mais encore faut-il que cela s'inscrive dans les données de l'analyse. L'atome chasse le pétrole, les centrales électriques, les automobilistes consomment de moins en moins d'essence. Le cuivre est détrôné par des matières nouvelles à partir desquelles

moins en moins d'essence, le corps est devenu par des matières nouvelles à partir desquelles sont construits nos réseaux. Constatons-le, ne gémissons pas, ayons la capacité d'adapter nos sociétés aux données industrielles et de situer la place des matières premières sans forcément accélérer le flux du courant, mais en y réfléchissant assez pour savoir comment faire.

- Vous savez aussi qu'il faut moins de main d'oeuvre pour un résultat plus important : l'informatique, le domaine de l'automatisation, la robotique qui substituent le travail de la machine à celui des hommes - autrefois c'était le travail des muscles, au XIXème siècle, maintenant c'est la mémoire et le jugement qui se trouvent substituées -. Des ordinateurs élaborent des programmes, des robots fabriquent des robots qui eux-mêmes fabriqueront les objets. Le facteur décisif n'est pas forcément l'habileté de la main - bien que l'oeuvre de la main soit un élément indispensable à toute civilisation humaine : elle donne sa forme à l'esprit -, mais la créativité de l'intelligence.

- Troisième facteur qui s'ajoute à ceux que je viens d'évoquer : la création de richesses dont j'ai dit qu'elle était de moins en moins liée au développement industriel, mais qui l'est de plus en plus aux jeux financiers et aux jeux monétaires. Le mouvement des capitaux engendre plus de profit que l'industrie et le commerce. Aussi le département financier des entreprises devient-il plus important que les ateliers, que les chantiers, et les investissements productifs diminuent au bénéfice d'opérations financières dont il faut dire qu'elles sont souvent spéculatives.

- Cette triple évolution pénalise le Sud tout en semblant favoriser le Nord qui se tromperait bien s'il pensait qu'au total ce profit serait pour lui durable. Le Sud, c'est vrai, riche de son sous-sol et de ses bras innombrables n'a pas la capacité - sinon marginalement - de participer aux grandes manoeuvres des grandes places financières. Bref, plus qu'hier, tout risque de se passer hors de son champ d'influence.\

Vous avez remarqué, mesdames et messieurs, que j'ai déjà plusieurs fois employé les termes un peu trop simples, qui ne recouvrent pas ma pensée : le Nord, le Sud. Faut-il encore dire le Nord et le Sud ? Je suis le premier à juger l'insuffisance de ces termes. Il faut parler au pluriel. A l'intérieur des deux hémisphères, les situations sont très diverses : il existe plusieurs Nord et plusieurs Suds. Dans des instances comme celles-ci, parce qu'il y est question de commerce et de développement, apparaissent aussitôt des différences de situation qui appellent, par conséquent, des différences d'approches et des différences de réponses. Je crois pourtant qu'il faut, à des problèmes globaux, apporter des solutions globales : je veux dire des solutions d'ensemble aux problèmes communs aux pays du Sud. Ce qui est une façon d'aborder les problèmes du Nord.

- Si nous n'y arrivions pas - pour préciser ma pensée, je le dis aux pays du Nord, à eux qui sont industrialisés dans le Nord et qui peuvent peser sur l'évolution économique du monde, c'est aussi - et ils ne savent pas assez - c'est aussi leur propre avenir qui est en cause, leur propre destin, ils risqueraient d'épuiser les propres sources de leurs richesses s'ils ne comprenaient que le monde est devenu une planète rétrécie et que les termes de l'échange engagent tout homme, toute femme, tout producteur, tout consommateur sur la terre. Si l'on n'y prenait garde, pardonnez-moi pourtant d'énoncer de telles évidences, mais quand ces évidences ne paraissent pas comprises, il faut bien les répéter, c'est le monde tout entier qui sombre dans la crise. Tout ce qui change, tout ce qui change quelque part dans le monde se répercute ailleurs en une traînée, une chaîne de réactions et d'adaptations successives. Et nul n'est à l'abri. Nous sommes dans une situation de solidarité obligée si nous ne voulons pas d'une solidarité voulue, désirée et choisie, une solidarité obligée...

- Imaginez qu'un continent ou l'autre soit laissé en marge, oublié, réduit à sa misère et à ses désordres : qu'arrivera-t-il aux autres ? Car nous sommes tous - directement ou non - responsables du plus petit arpent de la terre vivante, luttant contre toutes les formes de désert, ceux de la nature comme ceux de l'esprit. Nous sommes responsables de notre biosphère atteinte par des pollutions de toutes sortes, de tout espace marin menacé par nous-mêmes, par l'homme, comme de l'homme - l'individu dans sa famille ou bien dans sa cité - le plus accablé, traqué par ce que vous savez, le cortège de la faim, de la misère et de la mort.

- Alors que faire ? Faut-il baisser les bras - vous n'êtes pas là pour ça, au contraire - laisser jouer

les lois du marché, organiser, comment dirai-je, subir, la loi de la jungle, se contenter d'être spectateur de conflits inéluctables ? Non, bien entendu. Alors il faut agir au plus profond des choses. Et le temps est venu depuis déjà ... que de temps perdu ! ... Bref le temps est venu de mettre en place un système de règles, de penser à un effort concerté d'abord de ceux qui échappent aux pires dommages, à l'Ouest comme à l'Est, au Nord comme au Sud. Cet effort doit engager non seulement les Etats, les institutions, les organisations internationales mais aussi les opinions, les acteurs économiques, les organisations bénévoles & il ne mérite, cet effort, d'être accompli que si les pays en voie de développement cessent d'être considérés comme des assistés, que s'ils sont traités - en même temps qu'ils sauront se montrer ou s'affirmer - comme des partenaires responsables.

- J'ai dit au nom de mon pays, avant la dernière conférence de Venise, des grands pays industrialisés, et après Venise, que si les problèmes économiques du monde étaient complexes - on le sait bien - leurs solutions l'étaient aussi & mais intellectuellement on peut les saisir, les définir. Le vocabulaire peut précéder l'action : le verbe, a-t-on dit dans des livres sacrés, est à l'origine de toutes choses.\

Je crois utile à vos délibérations de suggérer - ce qui recoupera certainement les interventions et les propositions de beaucoup : que nul ne prétende à oeuvre originale, ce n'est pas le problème - un certain nombre d'orientations que j'exprime au nom de la France.

- La première serait celle-ci. Les pays riches, en particulier ceux qui disposent d'une certaine marge de manoeuvre grâce à leurs excédents commerciaux, devraient stimuler la croissance mondiale. Je pense à des pays dont j'admire les réussites et le caractère, comme le Japon. Je pense à l'Europe dont mon pays fait partie, aux organisations européennes qui prennent corps de plus en plus : ils devraient se lancer plus hardiment dans de grands projets porteurs de croissance & un exemple qui paraîtra de peu d'importance par rapport à l'ampleur du problème et qui n'en manque pas pourtant : voyez comme la France et la Grande-Bretagne, après tant de débats anciens de plusieurs décennies, peut-être même séculaires, ont décidé d'engager la construction d'un tunnel sous la Manche. Cela entraînera pour nos deux pays mais aussi pour les pays voisins, la création d'infrastructures routières, de télécommunications, de liaisons ferroviaires à grande vitesse, toute une série de programmes nouveaux qui concourront à la croissance de cette région du monde. La Communauté européenne est elle-même saisie des propositions sur lesquelles elle s'est penchée, tandis que l'on développe entre dix-huit pays d'Europe `Programme Eurêka`, les moyens de recherches communes entre entreprises, les puissances publiques y apportant leur propre contribution. Je vous parle de ce que je connais. Il est beaucoup d'autres exemples que vous pourriez vous-mêmes citer. Tout cela doit rassembler, stimuler la croissance mondiale. Que ceux qui le peuvent le fassent & ceux qui le peuvent ne le font pas toujours - formule de politesse - ...\

Deuxièmement, la mise en place d'un système monétaire international pour mieux stabiliser les taux de changes, fixer à un niveau raisonnable les taux d'intérêt.

- Je me souviens que la France en a parlé - je crois qu'elle a été la première après les événements de 1971 - en 1982 lors d'un sommet des pays industrialisés qui se tenait à Versailles, et depuis lors quelques progrès ont été réalisés dans cette voie. Ce que nous souhaitons dès 1982, c'était d'aller plus loin et de maintenir les principales monnaies à l'intérieur des zones de référence. On n'y est pas encore mais la direction prise au cours d'un certain nombre de conférences qui se sont tenues, soit aux Etats-Unis d'Amérique, soit en France ou ailleurs, est la bonne. Les récents accords de Venise sont allés dans cette direction en réaffirmant la nécessité d'une surveillance et d'une coordination des économies industrialisées et en soulignant la grave menace que représentent les déficits budgétaires extérieures des plus grands pays, non seulement pour eux-mêmes mais pour l'ensemble des pays sur la terre. Comment voulez-vous faire si en l'espace de quelques jours sont détruites les bases sur lesquelles étaient édifiés les plans de croissance des pays qui luttent contre la pauvreté, qui s'imposent déjà d'importants sacrifices et qui voient leurs efforts anéantis, simplement parce que tel taux d'intérêt reste inaccessible, attire les capitaux dans un seul endroit, alors qu'il les interdit aux pays moins

avancés et même en voie de développement dont les efforts sont souvent remarquables ? Ils ne peuvent pas suivre la course.\

En troisième lieu, combattre le protectionnisme : mieux ouvrir le marché des pays riches aux produits des pays qui le sont moins. Je sais bien que c'est une sorte de refrain que l'on chante sur toutes les tribunes internationales. Il m'arrive de dire à d'autres, y compris aux miens : du protectionnisme nous en faisons tous ! On ne parviendra à réduire cette menace mortelle sur le commerce international, et particulièrement sur le développement, que si l'on met tout sur la table. Il ne sert à rien de désigner celui-ci plutôt que celui-là. Des comparaisons peuvent être faites - je suis en mesure de les faire à cette tribune : je ne les ferai pas, toujours par discrétion - pour montrer qu'en réalité le protectionnisme est ici plus hypocrite, mieux dissimulé, que là où il est plus franc mais pas plus tendre. On peut faire une description de l'ensemble : vous parlez de l'Europe, vous parlez des Etats-Unis d'Amérique, vous parlez du Japon, enfin bref, vous parlez de tous ceux qui pensent qu'il faudrait réduire les protections là où l'on veut vendre, et accroître les siennes quand on doit acheter £ phénomène d'égoïsme bien connu mais qui n'est plus supportable longtemps. Des négociations sont engagées dans le -cadre de ce que l'on appelle l'Uruguay round `à Punta del Este`. Elles ont précisément pour objet de combattre ce protectionnisme. Mais soyons clairs, le protectionnisme est partout. On ne peut pas saisir cette conférence des seuls sujets qui vous intéressent.

- La mode est à l'agriculture. C'est vrai que cela intéresse au premier chef un certain nombre de grands pays beaucoup plus modestes, en développement, qui peuvent être ou qui sont déjà producteurs de céréales par exemple et qui voient se fermer les marchés extérieurs protégés par des hautes barrières. De la même façon, on voit, pour des raisons politiques, de politique intérieure, des catégories d'agriculteurs subventionnés pour supporter les concurrences mondiales et fausser les prix. Il existe des organisations - et je suis très fier d'appartenir à l'organisation de la Communauté européenne - qui se sont fondées sur la nécessité d'agrandir leurs marchés à six, dix, onze, douze pays, tout en se protégeant d'une certaine façon à l'égard des autres. Tout doit être mis sur la table. On ne peut pas espérer parler de l'agriculture sans aussi parler de l'industrie et sans parler aussi - même si cela embarrasse un certain nombre de pays ici représentés -, des services, sous prétexte d'avancer plus vite dans tel ou tel domaine. Lorsque l'on propose, c'est arrivé, de s'éloigner du programme de travail, accepté d'un commun accord lors de la Conférence de Punta del Este et réaffirmé récemment encore à Venise, on ne fait que retarder le moment où les protections directes et indirectes seront démantelées. Je vous demande mesdames et messieurs, et je le demande à nos partenaires, hâtons le pas. La France y est prête et le souhaite. Elle est prête à faire son propre examen de conscience mais ne saurait évidemment s'engager sur ce terrain sans être assurée que les voies du commerce international lui seront ouvertes dans les mêmes conditions.\

En quatrième lieu, agir pour stabiliser les cours des matières premières. Je sais comme vous-mêmes qu'il y a débat sur ce point en raison de l'expérience vécue depuis vingt ans. C'est vrai que le problème se pose. Peut-on le résoudre ? Est-il même raisonnable de le rechercher ? En tout cas, je constaterai devant vous que, par exemple, les accords par produit : café, cacao, caoutchouc, intéressent un nombre important de pays parmi les plus pauvres. Continuons de les encourager. Il est souhaitable que l'on parvienne à réaliser, tout en tenant compte de l'évolution des réalités économiques, les objectifs du Programme intégré pour les produits de base.

Pourquoi, par exemple, c'est une suggestion, ne pas engager sans attendre davantage les actions prévues pour diversifier et valoriser les productions. Je n'invente rien. C'est déjà décidé, c'est déjà proposé, les plans sont parfaits, mais le reste ne suit pas. Pourquoi attendre ? Je pense à l'utilisation anticipée des ressources prévues au titre du "deuxième guichet" du Fonds commun des produits de base. Ce sont les termes qu'emploient les spécialistes, on n'y comprend souvent pas grand chose, il faut traduire plusieurs fois mais enfin on y arrive avec un peu d'application.

- En effet, il faut ajouter à la diversité des langues ici représentées, des langages codés de quelques spécialistes qui s'y complaisent pour garder le prestige de la spécialité. Il m'arrive même de constater dans mon propre Conseil des ministres l'emploi de sigles et d'abréviations, dont quelques-unes sont assez connues - type ONU - alors que quelques autres atteignent un

dont quelques-unes sont assez connues, type CIRE, alors que quelques autres atteignent un degré de raffinement qui fait que nul n'ose dire qu'il n'y a rien compris. Et j'ai admiré le ministre des affaires étrangères d'Italie qui lors du dernier Sommet européen après une discussion de deux heures très savante - et ce ministre des affaires étrangères est l'un des hommes les plus cultivés que je connaisse - a dit : "Finalement vous avez beaucoup parlé mais moi je n'ai pas saisi un traitre-mot de ce qui a été dit".\

En cinquième point, la dette. Il me paraît de simple bon sens que les politiques financières telles qu'elles résultent d'accords entre les institutions internationales et les Etats ne remettent pas en cause le développement. Pour pouvoir investir, et il faut qu'ils investissent, les pays du Sud ont besoin d'apports nets en capitaux.

- Une dette est une dette, mesdames et messieurs, je m'exprime au nom d'un Etat créancier, une dette est une dette. Les pays endettés savent ce que vaut la créance de l'autre et l'engagement moral et pratique que représente une dette, et souvent le pays endetté doit lui-même se retourner en dedans de lui pour voir s'il ne peut pas davantage lutter contre sa bureaucratie, s'adapter davantage aux conditions modernes de la production, des échanges. Mais évitons de faire la leçon aux uns plutôt qu'aux autres. On a vu déjà dans l'histoire bancaire bien des prêteurs aménager leurs créances par simple prudence afin d'éviter de succomber avec leurs débiteurs, et je ne crois vraiment pas que nous ayons encore exploré toutes les voies dans cette direction.

- Il faut être juste : les pays du Nord, directement ou par le canal des institutions internationales, ont déjà accompli un effort de transfert qui n'est pas négligeable, mais les résultats restent décevants.

- A Venise - c'est la rencontre internationale à caractère général la plus récente à laquelle j'ai participé - la France a mûri une proposition concernant la facilité d'ajustement structurel du Fonds monétaire international. Je retrouve sans m'en être aperçu le langage décrié il y a un moment, mais vous avez quand même compris - en général, quand on dit ajuster, on veut dire augmenter - : ajuster structurellement les moyens du Fonds monétaire international, spécialement pour les pays les plus pauvres, les plus touchés par la baisse des matières premières. Eh bien, il devrait pouvoir aller vers le triplement dans les trois prochaines années. Neuf milliards de DTS, de droits de tirages spéciaux, seraient alors consacrés à des prêts qui pourraient être de 0,5 % à 10 ans, et dans ce contexte les banques commerciales pourraient accroître leurs prêts à ces pays, tandis que le capital de la Banque mondiale serait lui-même augmenté dès que possible.\

Un sixième et dernier point : le Sud a besoin d'une aide durable à long terme. J'ai été très satisfait de constater que la délégation française avait pu, dans la conférence évoquée, à Venise, obtenir de ses voisins les pays les plus riches, un engagement qui jusqu'alors avait été évité sinon dans les assemblées internationales, à l'égard du tiers monde : pour la première fois dans cette instance - instance décisive - a été affirmé et écrit, à la demande de mon pays, l'objectif de porter l'aide publique au développement à 0,7 % du produit national brut. Il faut maintenant le réaliser dans des délais raisonnables. Parmi les sept pays qui se trouvaient là, j'avais, il faut le dire, fierté, mais fierté modeste, de constater que la France était le premier des Sept, tout en considérant que cet effort devait être poursuivi, ne devait pas fléchir comme on pouvait le craindre afin d'atteindre les 0,7 % en peu d'années. Nous étions, en 1981, à un peu moins de 0,3, niveau où en sont encore des pays comme les Etats-Unis d'Amérique ou le Japon qui sont simplement à un peu plus de 0,2. Pour la première fois, ils ont consenti à reconnaître l'objectif déjà proclamé par les institutions internationales. Maintenant, on a cessé de se taire, comme si siéger dans une assemblée internationale lorsqu'on se tait, ne valait pas engagement, et l'engagement est pris. Vous savez que, pour les pays les moins avancés, c'est 0,15 %, mais nous en avons pris l'engagement lors d'une Conférence à Paris `Conférence PMA septembre 1981` . Une telle augmentation de l'aide publique et particulièrement de l'aide multilatérale, représente, vous le savez bien, une nécessité pratiquement vitale.

- J'ai une certaine réserve, je dois le dire, à l'égard de certaines politiques d'aide urgente lorsqu'elles tendent à confondre ce qu'il convient de faire dans des situations particulières de famine et ce qu'il convient de faire dans des politiques durables. Bien entendu, lorsqu'une

personne ou une population se trouve en péril, le devoir d'assistance s'impose, et un certain nombre de pays n'y manquent pas en apportant le concours de surplus agricoles lorsque c'est nécessaire. Mais il ne faut pas confondre cette intervention immédiate avec les politiques durables. Ce qui est important c'est que les producteurs apprennent à mieux produire, à mieux répartir les productions sur le cours de l'année, quelle que soit la saison, à diversifier les productions, à connaître les techniques pour y parvenir et les techniques avoisinantes, notamment celles de l'eau pour pouvoir ensemer les terres, bref, protéger des équilibres qui ne résisteraient pas à ce qui ne serait qu'une charité mal comprise, une assistance dommageable.\

Eh bien, de tout cela, il faudra reparler. Je parviens au terme de mon exposé qui a déjà suffisamment duré. Je voudrais simplement dire ceci : la France est prête à accueillir en 1990, par exemple, la Conférence destinée à examiner l'état de la réalisation du Nouveau Programme substantiel d'action pour les pays les moins avancés. Je pense - et je le dis en ma qualité de Président de la République française - qu'il serait utile que l'on participât à toute réunion qui rassemblerait dirigeants du Nord et du Sud - et au plus haut niveau - sur de tels sujets : cela fait trop longtemps que l'on n'a pas parlé.

- Monsieur le président, monsieur le secrétaire général, mesdames et messieurs, je ne prétends pas avoir apporté ici une solution miracle. Il n'en existe pas aux problèmes que vous allez étudier. Mais il existe, ou il peut exister, une volonté continue, une analyse claire et une certaine audace pour briser les conventions, pour dépasser des intérêts souvent mal compris par ceux qui se refusent à pratiquer la solidarité.

- Je rêve un instant : si 1989 était au tiers monde et aux pays en développement ce que 1789 a été pour mon pays, puis pour quelques autres, pour le Tiers-Etat, ce serait bien la marque que l'histoire aurait changé de cours. Liberté, égalité, fraternité : c'était il y a près de deux siècles dans une déclaration fameuse qui s'inspirait d'autres initiatives héritées de la philosophie du XVIIIème siècle ... Liberté, égalité, fraternité : nous en sommes très loin si l'on considère le point où l'on est, surtout si ces mots, comme je le pense, doivent contenir - et ils doivent contenir - au-delà des droits et des garanties politiques si souvent absentes, une réalité culturelle, sociale, économique, sans lesquelles ils sont vides de sens. Ce sera long, bien entendu. Raison de plus pour commencer sans plus tarder.

- A nous de saisir les chances qui sont les nôtres. La grandeur de la réussite relève souvent de la modestie, mais aussi de la persévérance. Sachons que les problèmes les plus graves que vous avez à traiter n'ont pas été dominés par l'intelligence humaine ni par nos sociétés politiques. Si on l'a compris, corrigeons. Mais avançons, et je dois vous dire, mesdames et messieurs, l'espoir que je forme dans l'issue de vos travaux. Je vous remercie.\